

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°997 du 9 Mai 2009

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

DEUX ANS D'ACTIVISME EUROPÉEN

Deux ans à l'Elysée : tout le monde a dressé son bilan à sa manière. Le Président a tellement d'énergie et prend tellement d'initiatives que les commentaires ont été naturellement divers et contrastés. Nul ne conclut à l'échec complet, et nul ne croit à un total succès.

Pour ma part, j'évoquerai rapidement le Président politicien, le Président réformateur, le Président diplomate, pour m'arrêter plus longuement au Président européen.

C'est le Président politicien qui a incontestablement obtenu les meilleures performances, et cela se transcrit dans les sondages. Il a pulvérisé la gauche – il est vrai en implosion chez les socialistes. Mais n'est-ce pas l'extrême gauche qui en profitera ?

Le Président réformateur a été plutôt décevant. D'une part il n'a pas su neutraliser les syndicats ni tous les privilégiés qui s'opposent à toute réforme. Au prétexte de donner dans le social, il s'est cru obligé de se proclamer refondateur du capitalisme, partisan du partage des profits, moralisateur du patronat. Comme le relève l'OCDE dans son très récent rapport, la dérive des finances publiques est totale. Vous lirez la notice qui accompagne votre feuille d'impôts et vous verrez que pour un budget de 300 milliards il y a 100 milliards de déficit. La sortie est évidemment dans la dette publique. Elle a grimpé de 20 points d'un seul coup (passant de 65 à 85% du PIB) et un calcul plus rigoureux la situe autour de 200% du PIB. La dette sociale vient s'y ajouter. L'OCDE pense que le déficit budgétaire atteindra 8% du PIB (nous en somme à 6 pour l'instant). Autre non-réforme : celle du droit du travail, les conditions d'embauche et de licenciement sont toujours aussi pénalisantes pour ceux qui cherchent un emploi, et pour les entrepreneurs aussi. D'autre part rien n'a été fait dans le domaine de la Sécurité Sociale, qu'il s'agisse des retraites ou de l'assurance maladie. Quant à l'Education Nationale et aux Universités, elles sont dans la rue, la jeunesse est gaspillée. Faut-il saluer, comme le font les socialistes, la réussite du Grenelle de l'environnement ? C'est surtout une victoire pour les Verts-rouges.

Quid du Président diplomate ? L'élection d'Obama a permis un rapprochement avec les Etats-Unis – mais autour d'une philosophie de New Deal. La réintégration de l'OTAN n'a pas grande signification. Les positions au Moyen Orient ont été marquées du sceau de l'ambiguïté, tout comme les relations avec la Russie de Poutine.

Reste l'Europe, et Nicolas Sarkozy a tiré gloire de son passage à la tête de l'Union Européenne, estimant qu'il avait fait faire un grand pas en avant à l'Europe de son choix.

L'Europe de son choix, c'est celle du traité de Lisbonne, corrigé par l'axe Paris-Berlin et, dit-on depuis quelques jours, Paris-Berlin-Madrid. Le Président rêve d'un Directoire dont il serait le Premier Consul. Il a certes dépensé beaucoup d'énergie, et les gens de Bruxelles ou Strasbourg, les autorités de la Commission ou du Conseil ont été surpris par tant de discours et d'initiatives. Il y a eu sommets sur sommets, au niveau de l'Euroland, ou au niveau de l'Union entière. Mais qu'en est-il au juste, ne s'agit-il pas d'activisme plutôt que de progrès ?

En dépit de la complicité apparente d'Angela Merkel, il n'y a pas eu de plan européen de relance. A mes yeux, c'est tant mieux : on a assez fait de sottises au niveau national pour en rajouter au niveau européen. En revanche, l'axe Paris-Berlin a apparemment remporté une victoire au G20, à la suite de l'ultimatum lancé par notre Président en ce qui concerne la réforme du système monétaire international. Mais qu'en reste-t-il au juste ? Une remise en selle du Fonds Monétaire International, dont on se demande bien ce qu'il peut faire pour résorber la crise. La fameuse liste des paradis fiscaux a été raccourcie drastiquement parce que Chinois, Anglais et Américains n'en voulaient pas. Tant mieux.

En fait l'Europe n'a jamais pu parler « d'une seule voix », et la mise en place d'une diplomatie unique n'est pas pour demain. Les nouveaux venus dans l'Union, qu'il s'agisse des Tchèques ou des Polonais, n'ont pas du tout la même approche de l'Europe que celle des Français. Les Anglais sont également très réticents à l'égard d'un pouvoir fort à Bruxelles. Italiens et Espagnols ont assez à faire avec leurs problèmes nationaux.

Le traité de Lisbonne lui-même, en dépit de ce qui se dit en France dans les discours officiels, bat sérieusement de l'aile. Sans doute le Sénat Tchèque vient-il d'approuver le traité, mais le Président Vaclav Klaus ne veut pas contresigner le texte parlementaire – pas du moins avant que les Irlandais ne se soient prononcés. La situation est exactement la même en Pologne, où le Président Lech Kaczynski reçoit un soutien populaire pour son « souverainisme ». En Belgique, le Conseil Constitutionnel a été saisi d'une plainte et ne s'est pas encore prononcé. De même pour l'Allemagne : la Cour de Karlsruhe doit se prononcer sur la constitutionnalité du traité de Lisbonne, et le président Horst Köhler n'a pas ratifié le traité. Enfin l'Irlande mène la fronde, les difficultés économiques vont-elles influencer les Irlandais ?

Il serait donc hasardeux de croire que l'affaire de l'Europe est dans le sac, et que Nicolas Sarkozy a aplani toutes les difficultés. Le tollé déclenché par son discours sur la Turquie montre bien que rien n'est définitivement joué. Personnellement, comme je n'ai aucune sympathie pour le traité de Lisbonne et de façon générale pour l'Europe politique, je ne m'en désespère pas. Mais le fait est que le vrai choix européen, trop souvent caché aux électeurs, reste encore à faire : entre l'Europe puissance et l'Europe espace, entre un gouvernement continental et un marché ouvert, entre l'Europe de la centralisation et celle de la concurrence, entre l'Europe des politiciens et celle des Européens. Peut-être ce choix apparaîtra-t-il en toute clarté d'ici le 7 juin. Nous y reviendrons.

Jacques Garello

Conjoncture

LA CHASSE FISCALE EST OUVERTE

La crise a été le prétexte au retour de l'Etat, des dépenses publiques, des déficits et des emprunts. Comme toujours en France, tout se terminera par des impôts.

Au sein même de la majorité, certains avaient jugé une hausse de la pression fiscale « inévitable ». Nicolas Sarkozy leur avait cloué le bec : « S'il y en a que ça démange d'augmenter les impôts, ils oublient qu'on est dans une compétition (...) S'il suffisait d'augmenter les impôts pour qu'il y ait de la justice sociale, depuis des années qu'on augmente les impôts, gauche et droite confondues, on devrait être le pays le plus juste du monde ». Dont acte.

Allait-on arrêter la chasse fiscale ? C'était mal connaître nos étatistes inconditionnels. Ils ont enfourché un nouveau cheval de bataille : sans augmenter la pression fiscale, on peut la moduler suivant les contribuables : taxer plus fortement les riches, et alléger la fiscalité sur les autres contribuables. C'est évidemment une proposition à l'envers de ce qu'il faut faire.

Depuis trente ans, tous les pays ont réduit la progressivité

Ce qu'il faut faire, c'est diminuer la progressivité, et non l'accentuer. Depuis trente ans tous les pays s'étaient engagés dans cette voie. Après les folies des années 70 : le taux marginal était, pour les revenus de l'épargne, de 98% en Grande-Bretagne ; Margaret Thatcher l'a ramené à 40%. Il était de 70% aux Etats-Unis ; Reagan l'a réduit à 35%. Parfois, la somme des divers impôts pouvait dépasser 100% des revenus ; on a donc, par exemple en Suède ou en Allemagne, supprimé l'impôt sur le patrimoine, réduit la progressivité de l'impôt sur le revenu, plafonné le total des impôts.

La France elle-même s'y était mise, bon gré, mal gré, concurrence internationale oblige. On a réduit le taux marginal (sur la tranche supérieure du revenu) de 70 à 40%, on a supprimé cette anomalie d'impôts dépassant 100% du revenu et mis en place un bouclier fiscal, d'abord à 60% plus CSG, puis à 50%, CSG incluse. Certes, nous restons les champions de la fiscalité et la progressivité reste plus forte qu'ailleurs, car au taux de 40% s'ajoute la CSG-CRDS (12%), plus l'ISF et quelques autres impôts. Le taux marginal peut dépasser les 50%, pour les revenus les plus élevés, mais l'impôt total, lui, ne peut dépasser 50% du revenu.

La crise doit-elle remettre en cause cette évolution ? Gordon Brown, en Angleterre, a été le seul à ce jour à être revenu à une plus forte progressivité. Angela Merkel s'y est refusée.

La classe politique veut aller en sens inverse

Et chez nous ? La gauche, bien sûr, ne cesse de réclamer la suppression du bouclier et de s'insurger contre les « cadeaux faits aux riches ». Mais au sein même de la majorité, on ne semble pas avoir entendu le Président. Gilles Carrez, sénateur : « Le débat fiscal reviendra sur la table lorsque les Allemands décideront de relever leurs impôts, ce qui permettra de faire passer une telle décision sur le compte de l'axe franco-allemand ». Charles de Courson, député Nouveau centre : « Face à la dégradation des comptes de la Sécu, nous prôtons une hausse de la CSG en 2010. Par solidarité, il faut sortir la CSG et la CRDS du bouclier et créer une tranche supplémentaire d'IR imposée au-delà de 40% ».

Dominique de Villepin : « En matière de justice sociale et pour une meilleure répartition des efforts, la contribution des plus aisés doit être accrue par un relèvement temporaire du bouclier fiscal. Une autre piste consisterait à augmenter de manière transitoire le taux de la plus haute tranche de l'impôt sur le revenu à 45% ». Edouard Balladur : il s'interroge sur l'opportunité de soumettre des rémunérations salariales des dirigeants d'entreprises, voire d'autres catégories à « un taux majoré d'imposition sur le revenu, une sorte de contribution exceptionnelle de solidarité ». Alain Juppé : « Afin d'envoyer un signal d'équité, de justice, je ne serais pas hostile à un aménagement du bouclier fiscal (...). Dans le contexte de crise, le bouclier fiscal apparaît comme difficilement explicable. C'est pourquoi il faut sans doute lâcher un peu de lest ». Voilà le club des ex-premiers ministres sur la même ligne.

Résumons : une nouvelle tranche (45% au moins, 48 à 50% dit Jean Arthuis), un bouclier aménagé, (mettons à 60%, hypothèse basse), la CSG hors bouclier, nous voilà déjà au-delà de 70%. Tout cela au nom de l'équité et de la justice.

Efficacité économique et justice sociale

La progressivité a d'abord une incidence économique immédiate, et négative. Personne ne travaille pour rien. Lorsque la fiscalité devient forte, l'incitation à produire, travailler, entreprendre, progresser, épargner, investir, se réduit d'autant. Quand l'impôt est progressif, les plus entreprenants vont cesser de créer des richesses pour le bien de tous. Ils iront voir ailleurs, ou se réfugieront dans les placements spéculatifs ou improductifs. La création de richesse sera tarie à sa source. La célèbre courbe de Laffer illustre le phénomène : plus de progressivité de l'impôt, c'est moins de croissance et finalement moins de recettes fiscales.

Mais c'est aussi sur le plan de la justice que se placent nos donneurs de leçons. Justice sociale, justice fiscale. Posons leur quelques questions : ceux qui ont des revenus élevés ont-ils volé ou pris illégalement ces revenus, ou, comme c'est le cas dans une économie de marché concurrentielle, ont-ils rendu un service jugé plus important que d'autres par les clients ? S'ils ont mérité leur revenu, pourquoi le leur prendre par l'impôt ? S'ils gagnent plus d'argent, avec une fiscalité proportionnelle, et non plus progressive, ils paieront plus d'impôts : faut-il les pénaliser encore plus ? La justice, ici, c'est l'impôt à taux constant, la flat tax.

Si l'on veut persister dans l'erreur de la progressivité, jusqu'où aller ? Partout, la règle est que jamais on ne doit aller au-delà de 50% du revenu, au nom d'un droit fondamental, le droit de propriété, pour que l'impôt ne soit pas majoritairement confiscatoire. On pourrait se demander si 50%, ce n'est pas déjà très injuste. Mais ce qui est sûr, c'est que toutes les propositions présentées ci-dessus vont au-delà de ce chiffre, ce qui constitue une injustice flagrante.

Derrière les propositions de nos politiciens, il y a l'idée que la justice sociale passe par l'égalitarisme. Pourquoi ne pas augmenter la progressivité jusqu'à réduire tous les revenus au même niveau ? Tous au SMIC ! Mais Aristote faisait déjà remarquer qu'il n'est « de pire injustice que de traiter également des choses inégales ». Préfère-t-on Léon XIII, en 1891 : « [L'autorité publique] agit donc contre la justice et l'humanité quand, sous le nom d'impôts, elle grève outre mesure les biens des particuliers ». Sans doute nos hommes politiques sont-ils plus justes qu'un philosophe ou qu'un pape !

Jean-Yves Naudet

LES VALEURS DES FRANÇAIS

C'est une enquête qui a lieu à intervalles réguliers, tous les neuf ans, depuis 1981, à l'aide d'entretiens longs et détaillés (une heure et demie par personne), auprès de plus de 3 000 personnes. L'idée est d'interroger les Français sur leurs « valeurs » et d'observer les évolutions de celles-ci tous les neuf ans. Les résultats de l'enquête 2008 viennent d'être rendus publics, notamment par Le Monde, et largement commentés.

On y trouve tout d'abord un « palmarès des valeurs » : on demande aux Français ce qui leur semble très ou assez important. En tête, la famille, avec 97% (96% en 1990) : valeur sûre par excellence, même s'il peut y avoir ambiguïté sur la signification de ce mot pour certaines personnes interrogées. Puis le travail : 94% (au lieu de 92%) : résultat rassurant après des années de mesures dénigrant le travail (à commencer par les 35 heures). Ensuite les amis et les relations : 90% (contre 86%), puis les loisirs : 84% contre 79%, en progrès, mais dix points en dessous du travail. La religion est en léger progrès : 45% au lieu de 42%, et se situe devant la politique, la plus déconsidérée : 38% (mais elle progresse aussi, étant à 32% en 1990).

Autre élément intéressant, les comportements réprimés ou admis : la note peut évoluer entre 1 (la situation n'est jamais justifiée pour les Français) et 10 (elle est toujours justifiée). Ce qui est largement condamné (presque jamais justifié donc), c'est voler une voiture (note : 1,33), consommer de la drogue (1,98), tricher dans sa déclaration d'impôts (2,48, donc plus condamnée qu'en 1981 où la note était de 3,22) et ne pas payer ses billets de train (2,61).

En revanche, au dessus de 5, donc une majorité plus proche de justifié ou toujours justifié : l'homosexualité (5,51, beaucoup plus admise donc qu'en 1981, 3,16), l'avortement (5,66 au lieu de 4,89), le divorce (6,46 contre 5,31) et surtout l'euthanasie (6,55 contre 4,71) : on est donc dans une société beaucoup plus « permissive » qu'il y a trente ans, admettant plus facilement ces derniers thèmes. On notera notamment que le respect de la vie (donc la condamnation de l'euthanasie ou de l'avortement) est beaucoup moins soutenu par les Français que le respect de la propriété (vol de voiture, non paiement des billets de train), ce qui est intéressant pour la propriété, mais plus consternant pour ce qui touche à l'intégrité humaine et la vie (Le Monde parle au total de banalisation du « libéralisme des mœurs » ; laxisme serait selon nous un mot plus approprié que libéralisme).

Autre question qui marque une inversion forte des valeurs : quelle doit être la priorité, la liberté ou l'égalité ? La liberté a longtemps été en tête (53% en 1981 contre 32% pour l'égalité), puis les valeurs se sont rapprochées (48% liberté et 42% égalité en 1990 ; 49% liberté et 42% égalité en 1999) avant de s'inverser en 2008 : 57% égalité et 40% liberté : trente années de socialisme ouvert ou rampant sont passées par là, formatant les consciences. Ce n'est plus la liberté ou la mort des révolutionnaires, c'est l'égalité ou la mort : plutôt égaux que libres !

Intéressante aussi la question de l'écologie. Face à l'affirmation « nous allons bientôt vivre une catastrophe écologique majeure », 87% des Français répondent d'accord et 10% seulement pas d'accord : les campagnes écologistes, les discours de Hulot ou de Borloo, les films d'Al Gore ont porté. Mais la seconde affirmation vient aussitôt nuancer : « Le génie de l'homme permettra que la terre reste vivable » : oui, 48%, non 48%. Autrement dit, la moitié des Français croient à la capacité adaptative et imaginative de l'homme, qui surmontera la crise écologique comme les autres crises.

Notons encore un dernier sujet, celui du travail : « pour développer pleinement ses capacités, il faut avoir un travail » : oui, 78% ; « travailler est un devoir vis-à-vis de la société » : oui, 73% (contre 56% en 1999) (intéressant si par devoir on entend rendre service aux autres, comme sur un marché) ; « les gens qui ne travaillent pas deviennent paresseux » (59%) ; « c'est humiliant de recevoir de l'argent sans avoir à travailler pour cela » : oui, 47% (contre 44% en 1999) : l'assistantat est donc loin d'être plébiscité ; enfin, « le travail devrait toujours passer en premier, même si cela veut dire moins de temps libre » : oui, 42% (contre 34% en 1999) : il est loin le temps des 35 heures et de la retraite à 60 ans. Au total, de quoi nous faire réfléchir...

DEMAIN, LE PAKISTAN, SOUS LA COUPE DES TALIBANS ?

Globalement, les pays libres ont compris l'enjeu de ce qui se passait en Afghanistan, principale base des terroristes et d'Al-Qaïda, via les talibans. Obama n'a pas changé sur ce point la politique américaine ; il parle même de renforcer la lutte. Mais c'est maintenant la situation au Pakistan qui inquiète les occidentaux. Le pays est une poudrière. Or c'est un des rares pays à posséder un arsenal nucléaire. Celui-ci pourrait, s'il tombait dans de mauvaises mains, provoquer une catastrophe mondiale. Hillary Clinton a mis en garde contre ce risque majeur.

Il y a longtemps que les talibans pratiquent la guérilla au Pakistan. Le district pakistanais sous contrôle des talibans ne cesse de s'étendre. Ils se rapprochent peu à peu d'Islamabad et sont désormais à moins de 100 kilomètres de la capitale. Pierre Lellouche, en mission d'observation pour la France, (par ailleurs scandaleusement insulté par la presse pakistanaise) se dit inquiet. « Il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce que j'appellerai une perte de contrôle sur un certain nombre de régions dans ce pays ». Les talibans s'emparent des régions les unes après les autres. Ce n'est plus un simple prolongement frontalier de ce qui se passe en Afghanistan. Un accord de cessez-le-feu purement tactique a été conclu, mais il ne trompe personne, d'autant plus que le signataire taliban a rappelé que « la démocratie était incompatible avec la charia ».

Les liens sont étroits entre les talibans et Al-Qaïda. Les talibans sont très organisés. Ils ne se contentent pas d'attaques ponctuelles et de commandos suicides ; ils administrent désormais à leur façon des régions entières. Ils sont bien armés, avec des lance-roquettes et des mitraillettes, quadrillent toute la région, érigent des barrages sur les principaux axes. Des officiers de police ou des administrateurs désertent les districts concernés et leur laissent carte blanche et place nette. Les juges, les avocats, les enseignants, les hommes d'affaires, bref tout ce qui représentait l'ordre précédent, doivent fuir massivement.

Le régime du Pakistan avait cherché à amadouer les talibans en passant avec eux un accord, pour l'application de la charia dans les zones rebelles. Cela s'est traduit par la reconnaissance de tribunaux islamiques et une application « soft » de la charia, contre un cessez-le-feu et la stabilisation du front. Mais la politique de gribouille, (amadouer l'adversaire en mettant en œuvre la politique qu'il souhaite) n'a jamais eu d'effets positifs. Les autorités reconnaissent que c'était une énorme erreur, qui n'a fait que doper les talibans, puisque le gouvernement cédait devant leurs exigences. On ne négocie pas avec le diable, surtout en entrant dans son jeu.

Les dirigeants multiplient les erreurs. Après avoir arrêté à Islamabad l'imam de la mosquée rouge, taliban enragé, ils viennent de le libérer et il a aussitôt, dès son premier prêche, demandé l'application de la charia. Ses partisans font venir pour l'écouter du monde de tout le pays, en leur fournissant transport et nourriture et en jouant les pauvres contre les riches.

Finalement, il n'y a pas seulement le risque international, dans une région qui n'a pas besoin de déséquilibres supplémentaires. Il y a aussi le risque nucléaire. Peut-on imaginer Al-Qaïda ayant ainsi un accès à l'arme nucléaire ? Cela représente tout de même 60 ogives : de quoi faire de dramatiques dégâts. Il y a quinze ans qu'Al-Qaïda cherche à avoir la bombe.

Mais au-delà de ce risque majeur, il y a un autre drame qui se joue, cette fois pour la population locale. Sait-on ce que signifie la prise de pouvoir dans les régions par les talibans ? Appliquer la charia, comment cela se traduit-il ? D'abord, ils ont ordonné la fermeture des écoles de filles. Ensuite, ils ont décidé que la musique serait interdite, car contraire à la loi coranique. Cela ne suffit pas. Il faut aussi entrer dans les détails de la vie de chacun. Par exemple, ils vont dicter la bonne longueur de la barbe des hommes. Des règles précises et contraignantes diront ce qu'il faut faire pour les femmes et les enfants.

Où est alors la liberté personnelle ? Les droits fondamentaux ? La dignité de la personne ? Que disent nos bonnes âmes, toujours prêtes à bondir pour dénoncer le sort injuste fait dans les démocraties aux prisonniers ou aux coupables. Une femme, un enfant, ne méritent-ils pas autant d'attention, sinon plus, qu'un prisonnier de droit commun ? Ce silence est coupable. Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

A MES AMIS ADHÉRENTS DE L'ALEPS

... ET LECTEURS DE LA NOUVELLE LETTRE

*Jacques Garello
Président de l'ALEPS*

Un certain nombre de lecteurs de la Nouvelle Lettre sont également adhérents de l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social. La Nouvelle Lettre a 30 ans d'âge, et l'ALEPS 43 ans. Bien qu'il y ait deux cotisations séparées (réglementation oblige), la Nouvelle Lettre est une des publications de base de l'ALEPS (une autre est le bulletin trimestriel « Liberté Économique et Progrès Social »).

Je m'adresse donc aux adhérents de l'ALEPS, sachant que les lecteurs de la Nouvelle Lettre non adhérents trouveront intérêt à ce qui suit.

Il a été de tradition pendant 43 ans de réunir l'Assemblée Générale annuelle au printemps. Cette année, le Conseil d'Administration de l'ALEPS, réuni le 27 avril, a pris une série de décisions dont la première a été de différer l'Assemblée Générale à la rentrée de septembre.

La raison essentielle en est la succession de réunions et manifestations auxquelles vous êtes invités (et pour lesquelles vous recevrez bientôt les informations précises) :

1° Le mardi 19 mai un colloque international : l'ALEPS est l'hôte en France d'un « road show » qui conduit en Europe une série d'économistes, essentiellement Américains, qui viennent discuter des divers aspects de la crise financière et économique, et l'issue prévisible.

2° Le lundi 25 mai, en partenariat avec Contribuables Associés et l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales), l'ALEPS présentera le dernier ouvrage que j'ai écrit avec Georges Lane, trésorier de l'ALEPS, sur les retraites.

3° Le mardi 2 juin, avec les mêmes partenaires, l'ALEPS accueillera au cours d'un déjeuner privé le Président de la République Tchèque Vaclav Klaus à l'occasion de la parution en France de son ouvrage consacré au « réchauffement planétaire » « Planète bleue en péril vert ».

4° Au cours du mois de juin, plusieurs réunions en province organisées par Contribuables Associés présenteront l'ouvrage sur les retraites, et je serai ainsi mobilisé.

5° La préparation de l'Université d'Eté, sous une forme nouvelle, mobilisera notre énergie, elle se tiendra sans doute à Aix en Provence du 23 au 27 août.

Cette énumération témoigne du dynamisme de notre Association, et de notre volonté d'éclairer l'opinion publique dans cette période de désarroi où nous avons à défendre plus que jamais les valeurs morales et économiques de la liberté et de la responsabilité.

Une autre décision a consisté à approuver le projet de plusieurs campagnes d'information et de formation : l'une sur le futur des retraites, l'autre sur le « salaire complet », une autre encore sur la pédagogie économique (à usage des jeunes). Un comité de projet a été constitué avec les trois « juniors » du conseil : Jean Philippe Feldman, Mathieu Laine, et Nicolas Lecaussin.

Comme notre Assemblée Générale a été reportée, l'appel à cotisation va se faire sur la base (provisoire) des cotisations votées l'an dernier, soit 50 € pour la cotisation des personnes physiques, et 350 € pour celle des institutionnels.

Parallèlement, le prix des abonnements à la Nouvelle Lettre sera relevé, pour tenir compte des changements que nous allons lui apporter à partir du numéro 1.000. Évidemment cette hausse ne concernera pas les abonnements en cours – mais il est toujours loisible aux abonnés actuels de faire un don pour marquer l'évènement.

Pour conclure, il est absolument vital pour l'ALEPS d'avoir davantage de ressources pour faire davantage de travail. L'équipe est là, la volonté, les projets et les compétences ne manquent pas, et j'en remercie tous les administrateurs de l'ALEPS et toute la rédaction de la Lettre, mon collègue et ami Jean Yves Naudet en tête. Ce qui fait défaut, ce sont les moyens à disposition.

L'ALEPS a toujours bénéficié de soutiens institutionnels d'entreprises et de fondations amies, la crise risque de les amoindrir. Par comparaison les contributions individuelles ne représentent qu'une faible part de notre budget, elles devraient pouvoir augmenter, non seulement en relevant les cotisations, mais aussi en accroissant les adhésions. Cet élargissement est notre préoccupation, elle est aussi votre affaire : n'hésitez pas à devenir les prosélytes de la liberté, voyez par comparaison le militantisme forcené des officines de gauche – et les scandaleuses subventions qu'elles reçoivent avec l'argent de vos impôts.

Une manière de se révolter contre cet état de choses est de bénéficier des exemptions fiscales prévues, et renforcées par la loi du 4 juillet 2008. Tout ce que vous verserez en plus de la cotisation ouvre droit à déduction fiscale : 66% de cette somme jusqu'à concurrence de 20% de votre revenu imposable (pour une entreprise le plafond est 0,5% du chiffre d'affaires hors taxe). Par exemple si vous adressez 150€, 100€ représentent un don. Mais vous pourrez déduire 66€ de votre impôt. Le certificat CERFA opposable à l'administration fiscale vous sera adressé dans les meilleurs délais. Votre don peut se faire aussi par internet et carte bancaire sur le site de l'ALEPS www.libres.org. Des modalités particulières peuvent également concerner les contribuables soumis à l'ISF.

N'oubliez pas que les petits ruisseaux font les grandes rivières et que votre argent est mieux placé dans votre association que dans les caisses du Trésor d'où sont puisées les subventions aux ennemis de la liberté.

Je vous remercie pour le soutien incessant que vous nous avez apporté, pour certains d'entre vous depuis de très longues années, et pour le soutien nouveau que vous allez nous apporter, en nous témoignant ainsi votre engagement, votre confiance et votre amitié.

Mardi 19 MAI : Financial Crisis : State Failure Vs Market Failure

De 17h45 à 20h00

Mairie du 16^{ème} arrondissement, 71 Avenue Henri Martin

Qui est responsable de la crise financière ? Le marché ou l'Etat ? L'ALEPS accueille en France une conférence itinérante organisée par l'Institut von Hayek (Autriche). Parmi les conférenciers on relèvera les noms de Richard Rhan (Institute for Global Economic Growth, USA), John Fund (Wall Street Journal), Julian Morris (IPN, Grande Bretagne), Michel von Liechtenstein (IREF, Liechtenstein) ; Pierre Garello (IREF, France), Antoine Gentier (Centre d'Analyse Economique, France). Interviendront également Alain Madelin, et notre hôte d'un soir Claude Goasguen, député maire du 16^{ème} arrondissement de Paris.

Les communications et les débats seront pour l'essentiel en anglais. Entrée libre et cocktail à l'invitation de Monsieur l'Ambassadeur d'Autriche Dr Hubert Heiss. *Inscriptions à l'ALEPS.*

Lundi 25 MAI : Retraites : comment passer de la répartition à la capitalisation ?

Présentation du tome III de l'ouvrage de Jacques Garello et Georges Lane

De 18h30 à 20h00

Pavillon Cambon Capucines, 46 Rue Cambon ,75001 (métro Concorde)

Les retraites par répartition sont vouées à la faillite. La capitalisation ouvre à l'inverse des perspectives remarquables, et la plupart des pays étrangers y sont venus. Mais comment passer de l'une à l'autre ?

Les exemples de transitions passées ou en cours sont donnés par :

José Piñera, ancien ministre, pionnier d'une réforme pleinement réussie dans son pays ;

Lars Feld, Professeur à l'Université d'Heidelberg, analyste des réformes en Allemagne ;

Et en France ? Jacques Garello, président de l'ALEPS et administrateur de l'IREF et Georges Lane, trésorier de l'ALEPS et chercheur à l'IREF, répondent à la question.

La conférence est organisée conjointement par Contribuables Associés, l'ALEPS et l'IREF (Institut de Recherches Economiques et fiscales). Elle est présentée par le Président Alain Mathieu (Contribuables Associés) et Maître Jean Philippe Delsol (IREF). Les débats seront animés par Benoîte Taffin, porte parole de Contribuables associés.

Inscriptions (participation aux frais 5€) auprès de Contribuables Associés, 42 rue des Jeûneurs, 75992 Paris Tél. 01 42 21 87 85 et mjb@contribuables.org avant le 20 mai.

AU SOMMAIRE DU N°997 :

EDITORIAL : Deux ans d'activisme européen pp. 1-2

CONJONCTURE : La chasse fiscale est ouverte pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Les valeurs des Français p. 6 - Demain le Pakistan sous la coupe des Talibans ? p. 5 – A mes amis adhérents de l'ALEPS ... et lecteurs de la Nouvelle Lettre p. 6-7.

SUR VOS AGENDAS : Mardi 19 mai : Financial Crisis : State Failure Vs Market Failure p. 8 – Lundi 25 Mai : Retraites : comment passer de la répartition à la capitalisation ?

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org